

France/Politique

Mélenchon demande " l'annulation des perquisitions " ayant visé LFI

AFP
Paris/France



Photo : AFP

Le dirigeant de la France insoumise Jean-Louis Mélenchon dénonçant hier une "offensive politique" à son encontre.

LE leader du parti de gauche radicale la France insoumise Jean-Luc Mélenchon a demandé hier "l'annulation des perquisitions" menées notamment au siège du parti mardi, et "la restitution de tout ce qui a été prélevé", lors d'une conférence de presse. Dénonçant une nouvelle fois une "offensive politique" de la "Macronie", le dirigeant des Insoumis s'est insurgé contre la saisie de matériel informatique, d'agendas, de correspondances privées et politiques ainsi que des "photos personnelles les plus intimes", "sans qu'aucun d'entre nous ne sache quel usage il va être fait de tout ça et pourquoi". "Nous demandons l'annu-

tion de cette perquisition et la restitution de tout ce qui a été prélevé. Tout ce qui a été pris ici l'a été illégalement et doit nous être restitué", a insisté M. Mélenchon au lendemain

de son audition par les policiers anticorruption de l'Ocliff à Nanterre, qui enquêtaient sur sa campagne présidentielle et sur les assistants d'eurodéputés de son parti.

Après Jean-Luc Mélenchon, c'était hier au tour de sa conseillère en communication Sophia Chikirou d'être entendue : un "bouc émissaire", a tempêté le leader des Insoumis.

Mardi, les sièges de LFI et du Parti de gauche et les domiciles de Jean-Luc Mélenchon et d'anciens assistants avaient été perquisitionnés dans une ambiance très tendue, qui a donné lieu à des accrochages avec la police. Après ces incidents, le parquet de Paris a ouvert une enquête pour "menaces ou actes d'intimidation contre l'autorité judiciaire" et "violences sur personnes dépositaires de l'autorité publique". Hier, M. Mélenchon s'est une nouvelle fois insurgé contre une "offensive politique" commise selon lui à son encontre par "toute la Macronie qui a trouvé ses relais en instrumentalisant la police, la justice et les médias". "La macronie est entré en agonie et nous fait payer à nous cette agonie", a-t-il estimé.

Quand des politiques dénoncent un acharnement de la justice

AFP
Paris/France

A l'instar du leader de La France insoumise (LFI) Jean-Luc Mélenchon, d'autres responsables politiques français se sont dits victimes d'une instrumentalisation de la justice ces dernières années, dont Marine Le Pen, François Fillon ou Nicolas Sarkozy. **Re-pères.**

• **Marine Le Pen : une "méthode de régime totalitaire"**
Le 20 septembre 2018, la présidente du Rassemblement national (RN, ex-FN) Marine Le Pen s'insurge contre une expertise psychiatrique ordonnée par la justice dans le cadre de l'enquête la visant pour avoir diffusé des photos d'exactions du groupe État islamique (EI) sur Twitter,

un examen pourtant prévu par la procédure pénale. « Je croyais avoir eu droit à tout : eh bien non ! Pour avoir dénoncé les horreurs de Daech par tweets, la "justice" me soumet à une expertise psychiatrique ! Jusqu'où vont-ils aller ? », tweete la finaliste de la présidentielle en 2017. "Dans les régimes totalitaires c'est une des méthodes qui est utilisée contre les opposants", affirme-t-elle ensuite, indiquant qu'elle ne se soumettra "bien entendu" pas à cet examen. Le 9 septembre, Mme Le Pen avait déjà qualifié de "hold-up" le gel par les juges de 2 millions d'euros (1,3 milliard de francs) d'aides publiques destinés à son parti, dans l'enquête sur les assistants parlementaires du FN au Parlement européen.

• **Fillon : "Un assassinat politique"**

Le 1er mars 2017, en pleine campagne présidentielle, le candidat François Fillon annonce qu'il est convoqué par les juges d'instruction en vue d'une probable mise en examen dans l'enquête sur l'emploi présumé fictif de sa femme Pénélope comme attachée parlementaire. "Je ne céderai pas. Je ne me rendrai pas", déclare-t-il, dénonçant une convocation "dans la ligne d'une enquête menée depuis le début exclusivement à charge" et "un assassinat politique". "Je n'ai pas été traité comme un justiciable comme les autres", "la présomption d'innocence a complètement et entièrement disparu", affirme encore l'ancien Premier ministre. À quarante jours de la présidentielle, le 14 mars, François Fillon est mis en

examen, une première pour un candidat majeur dans la course à l'Élysée. Devant les juges, M. Fillon refuse alors de répondre aux questions et se borne à lire une déclaration. • **Sarkozy : "Une volonté d'humilier"**
Le 1er juillet 2014, Nicolas Sarkozy, mis en examen pour corruption active et soumis la nuit précédente à une garde à vue inédite pour un ancien président de la République, se livre à un violent réquisitoire contre la justice. "Il y a eu une volonté de m'humilier", déclare l'ancien chef de l'Etat dans une interview diffusée à la radio et la télé. Dénonçant "une instrumentalisation politique" de la justice, comme il l'avait fait en mars dans une tribune au Figaro où il avait même évoqué la Stasi (police politique de la RDA), il quali-

fié de "grotesques" les chefs d'accusation retenus contre lui et met en cause la juge Claire Thépaud, qui l'a mis en examen. "Est-il normal qu'on choisisse (...) un magistrat qui appartient au SM" (syndicat de la magistrature, ndlr) et "dont l'obsession politique est de détruire la personne contre qui il doit instruire à charge et à décharge ?", demande Nicolas Sarkozy. Les juges d'instruction cherchaient à établir si M. Sarkozy avait tenté d'obtenir des informations couvertes par le secret auprès d'un haut magistrat à la Cour de cassation, Gilbert Azibert, à propos d'une décision de justice le concernant, en échange de la promesse d'un poste de prestige à Monaco. Le parquet a requis le renvoi au tribunal de l'ex-président dans cette affaire.

Cameroun/Présidentielle du 7 octobre

Tous les recours rejetés par le Conseil constitutionnel

AFP
Yaoundé/Cameroun

LE Conseil constitutionnel camerounais a rejeté dans la nuit de jeudi à hier le dernier des 18 recours post-électorales déposés après la présidentielle du 7 octobre, celui de l'opposant Joshua Osih du Social Democratic Front (SDF), principal parti d'opposition, selon les médias

d'Etat hier matin. Le Conseil constitutionnel "rejette la requête de (Joshua Osih) comme non justifiée", a affirmé son président, Clément Atangana, peu avant la clôture de l'audience consacrée au contentieux post-électoral, à 2H00 (même heure au Gabon) hier. Celui-ci s'était ouvert mardi et aucun des 18 recours n'a abouti. Le candidat du SDF avait saisi cette institution pour demander l'annulation to-

tale du scrutin, estimant notamment que l'élection n'a "pas eu lieu" dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest en raison de la situation sécuritaire sur place. Ces deux régions, en guerre ouverte entre des séparatistes et l'armée depuis un an, sont les bastions historiques du SDF. "Il ressort du dossier (de procédure) et des débats que l'élection a eu lieu dans les deux régions du Nord-

Ouest et du Sud-Ouest où il a été enregistré respectivement 32 729 et 57 084 votants", a tranché Clément Atangana, sur un total de plus d'un million d'électeurs inscrits. Le taux de participation dans ces régions est d'environ 5% pour le Nord-Ouest et 15% pour le Sud-Ouest. Durant des heures de débats, les avocats du parti ont pourtant soutenu, exemples à l'appui, que les électeurs potentiels de ces

zones ont été privés de leur droit de vote soit parce qu'ils s'étaient déplacés soit parce que l'insécurité ne leur permettait pas de sortir de chez eux le jour du vote. Les séparatistes avaient menacé de s'en prendre aux personnes qui iraient voter. L'organe officiel a jusqu'à lundi pour publier les résultats officiels de l'élection présidentielle.

L'Afrique en bref

• **Burkina Faso/Jihadistes. Attaque d'une gendarmerie dans le Nord**

La gendarmerie de Djibo, grande ville du Nord du Burkina Faso et chef-lieu de la province du Soum, a été attaquée jeudi soir par des individus armés, sans qu'il y ait de victimes selon un premier bilan, a-t-on appris de sources sécuritaires.

• **Burundi/Politique. Un député d'opposition accusé de planifier l'assassinat du président**

Le ministère burundais de la Sécurité publique a accusé jeudi soir le président du groupe parlementaire d'opposition Amizero y'Abarundi, Pierre-Célestin Ndikumana, d'avoir planifié l'"élimination" du président Pierre Nkurunziza ainsi que celle d'autres hautes personnalités burundaises.

• **Comores/Troubles. Impunité pour les rebelles contre leurs armes**

Le gouvernement comorien a proposé hier l'impunité contre la remise de leurs armes aux rebelles retranchés dans la médina de Mutsamudu, capitale d'Anjouan, selon un protocole d'accord dont l'AFP a obtenu copie.

• **RDCongo/Médias. Cinq journalistes "enlevés" à Kinshasa par des policiers**

Cinq journalistes d'un trihebdomadaire paraissant à Kinshasa en République démocratique du Congo ont été "enlevés" hier par des policiers, une semaine après la publication d'une série d'articles sur des détournements des rations d'élèves-policiers, a indiqué un responsable de leur média.

A travers le monde

• **Russie/Tuerie. Kertch rend hommage à ses morts**



Deux jours après le massacre qui a fait 20 morts dans un lycée de Kertch, en Crimée, des milliers de personnes ont rendu hier un dernier hommage aux victimes du "Columbine russe", la pire tuerie en milieu scolaire de l'histoire de la Russie.

• **Syrie/Conflit. 32 civils tués dans l'est**

Au moins 32 civils, dont sept enfants, ont été tués en 24 heures dans des frappes aériennes de la coalition antijihadistes dirigée par Washington contre la dernière poche du groupe Etat islamique (EI) dans l'est de la Syrie, a indiqué hier une ONG.

Photo : AFP